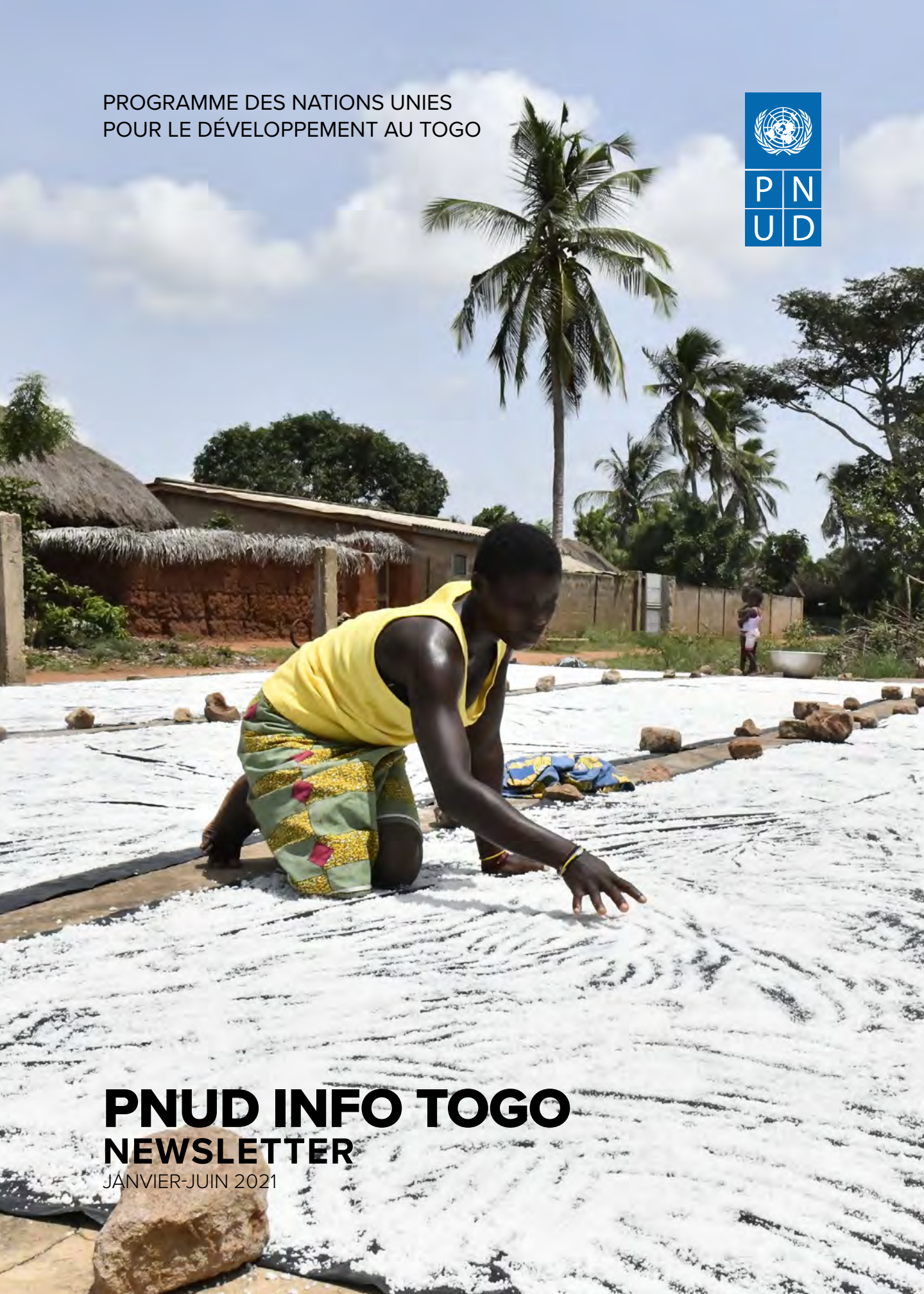


PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT AU TOGO



PNUD INFO TOGO

NEWSLETTER

JANVIER-JUIN 2021

Sommaire

INTERVIEW EXCLUSIVE ALIOU MAMADOU DIA	5
TOGO: LES CHAMPIONS DU DIGITAL PRIMÉS	15
LE PNUD ÉQUIPE 60 MUNICIPALITÉS DU TOGO EN MATÉRIELS INFORMATIQUES ET MOBILIERS	19
LES MAISONS DE JUSTICE DU TOGO	21
PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT: LA 1ÈRE PROMOTION EST SORTIE !	23
CHAQUE NOM COMPTE	25
FINANCÉ LE DÉVELOPPEMENT POUR LA RÉALISATION DES ODD AU TOGO	29
DEUX UNITÉS DE TRANSFORMATION DU MANIOC POUR LES COOPÉRATIVES DE FEMMES DES LACS !	31
COVID-19: LE PNUD ET UNCDF LANCENT LE FONDS D'AIDE D'URGENCE À LA RÉSILIENCE DES ENTREPRISES TOGOLAISES	35
ATTÉNUATION DES RISQUES DE CATASTROPHES	39
LE PNUD OFFRE UN LABORATOIRE DE TÉLÉDÉTECTION À L'UNIVERSITÉ DE LOMÉ	41



Programme des Nations Unies pour le développement au Togo

📍 40, Avenue des nations Unies | B.P. 911 Lomé Togo

🌐 www.tg.undp.org **f** Pnud.Togo **t** PnudTogo

Galerie photos : <https://www.flickr.com/photos/pnudtogo>

Contact : emile.kenkou@undp.org

Pour plus d'informations sur les activités du Pnud au Togo, merci de visiter : <https://www.tg.undp.org/presscenter>

Textes & photos : Emile Kenkou, Chargé de Communication

Edition : Fessal Bako, Public information Assistant (CINU)

Interview exclusive Aliou Mamadou Dia

« DES PROGRÈS IMPORTANTS ONT ÉTÉ RÉALISÉS
PAR LE TOGO CES DERNIÈRES ANNÉES SUR LA
MISE EN ŒUVRE DES ODD »



Aliou Mamadou Dia
Représentant résident
PNUD TOGO

Présent au Togo depuis 1977 et bien au-delà, le Programme des Nations Unies pour le développement accompagne le pays à relever ses défis de développement à tous les niveaux. Gouvernance institutionnelle et démocratique, appui au développement d'une croissance qui profite à tous, à la protection de l'environnement et la valorisation de la biodiversité, etc., le champ d'actions est large.

Dans cette interview qu'il a accordée à l'Agence de presse AfreePress, Aliou Mamadou DIA, le Représentant-Résident du PNUD en poste depuis le 1er avril 2019 au Togo, revient dans les détails sur les missions dévolues au PNUD, les grands projets que son organisation finance ainsi que les défis (exacerbés par la pandémie du coronavirus) auxquels le pays fait face et qui peuvent remettre en cause tous les efforts accomplis dans l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030.

Morceaux choisis

Tous les Togolais connaissent le PNUD. Mais très peu savent ce qu'il fait. Que pouvez-vous nous dire sur le PNUD, ses objectifs et ses missions ?

Aliou Mamadou DIA : Je pense que le PNUD est très bien connu au Togo. Cela fait plusieurs décennies que le PNUD est installé au Togo. Le bureau a été ouvert en 1977 et depuis ce temps, le PNUD est resté au Togo. Nous accompagnons le gouvernement, la société civile et le secteur privé sur le processus de développement et sur le renforcement des capacités à tous les niveaux.

Ces dernières années, le PNUD travaille en partenariat avec le Gouvernement, la Société Civile, le Secteur Privé et tous les autres partenaires au développement du Togo sur essentiellement trois domaines d'intervention prioritaires, à savoir : l'amélioration de la Gouvernance publique ; la croissance inclusive et accès aux services de base ; la gestion durable de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques.

Le premier domaine sur lequel le PNUD accompagne le Togo porte sur l'amélioration de la gouvernance publique, de l'état de droit et de la démocratie, la participation active des citoyens, la justice, la transparence, la responsabilité et la tenue d'élections crédibles et ouvertes à tous.

Dans le cadre de la mise en œuvre de notre projet sur l'appui aux institutions de la République, nous avons accompagné la





Cour Constitutionnelle et la Haute autorité de l'audiovisuelle et de la communication (HAAC) dans l'élaboration de leur Plan stratégique et de modernisation afin de mieux orienter leurs missions et actions. En 2020 nous avons aussi accompagné la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) et l'Assemblée Nationale à se doter de stratégies et de plan d'action. Ce projet vise également à accompagner d'autres institutions de la République Togolaise telles que La Cour des Comptes, le HAPPLUCIA, l'ARPM, la CENI, etc.

Le PNUD accompagne aussi le Gouvernement sur la Réforme de l'Administration et la Modernisation du service public(...). A travers cette intervention, le PNUD appuie le gouvernement à se doter d'une administration performante capable de fournir un service public de qualité aux citoyens togolais. Afin d'aider le gouvernement à assurer une bonne formation des cadres d'administration, le PNUD accompagne la réforme et la modernisation de l'Ecole Nationale d'Administration en octroyant une enveloppe

de 300 millions de francs CFA sur 3 ans. Un travail de qualité est en cours actuellement avec le Ministère de la Fonction Publique et le Secrétariat Général du Gouvernement sur ce volet important de la modernisation de l'Administration avec l'appui du Département des Affaires économiques et Sociales des Nations Unies (UNDESA).

Un autre chantier sur lequel nous intervenons au Togo, porte sur la réforme et la modernisation de la justice. A travers cette intervention, nous mettons l'accent sur l'amélioration de l'accès à la justice pour les jeunes, les femmes, les victimes de violences sexistes, les personnes handicapées, etc. Pour ce faire, le PNUD appuie le ministère de la Justice sur la multiplication des maisons de justice au Togo afin que la justice soit accessible aux populations qui en ont besoin.

Dans cette même dynamique, le PNUD travaille beaucoup avec le Ministère en charge des Droits de l'Homme et la Commission Nationale des droits de l'Homme (CNDH) sur des actions importantes visant à la promotion des droits de l'homme au Togo.

Notre projet de « renforcement des capacités nationales et communautaires en prévention des conflits et violences et la protection des Droits de l'Homme au Togo », financé par le Fonds pour la Consolidation de la Paix-PBF, accompagne le gouvernement togolais à la réduction des conflits et des violences récurrents par le renforcement des capacités au niveau national et communautaire ; favoriser la résolution de la crise politico-institutionnelle ; favoriser la protection des droits de l'homme et des enfants dans un contexte de tensions politiques à travers le renforcement des capacités nationales en matière d'éducation à la paix, de protection des droits de l'homme et de l'enfant et de promotion de l'éducation à la citoyenneté.

Nous avons un programme ambitieux avec le gouvernement sur la question de la décentralisation et le développement local qui vise à mettre en place des conditions institutionnelles et organisationnelles d'un développement territorial durable basé sur les potentialités des collectivités territoriales. En 2020, nous avons initié un projet dans ce domaine et avons équipé une soixantaine de communes en mobiliers de bureaux et autres matériels informatiques. Nous accompagnons présentement 5 communes à élaborer leurs plans communaux de développement. Nous travaillons en ce moment avec le ministère de l'Administration et du développement du territoire sur un programme ambitieux d'accompagnement et de développement de 10 Communes dans lesquelles le PNUD va apporter des appuis multiformes pour une durée de 5 ans. Le PNUD vient aussi d'initier un projet « Villes Intelligentes-Smart Cities » afin de créer 10 communes climatiquement intelligentes et la préparation de plans d'actions pour l'adaptation et l'atténuation au changement climatique pour 4 de ces communes.

Le second domaine de notre intervention est lié à l'environnement, la promotion du développement durable, la lutte contre l'impact des changements climatiques.

Sur ce plan, plusieurs actions sont en cours dans le but d'aider le gouvernement et les populations à mieux gérer les ressources naturelles, minimiser les impacts des changements climatiques, prévenir les

risques de catastrophes naturelles en mettant en place des interventions visant à renforcer la résilience des communautés et des populations les plus vulnérables.

Plusieurs projets sont en cours de mise en œuvre avec le Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, à savoir sur la restauration des terres dégradées, la gestion des aires protégées, l'aménagement de 7 écovillages, l'aménagement de forêts communautaires, etc. Ces différents projets sont appuyés par le Fonds pour l'Environnement Mondial à travers son mécanisme de Microfinancements. A travers ce mécanisme, nous appuyons les ONG qui travaillent directement sur le terrain pour la préservation des terres, l'agroforesterie, la lutte contre l'érosion des terres, etc. En janvier, 8 nouvelles organisations de la société civile ont bénéficié de subventions à hauteur de 134 millions de francs CFA. Ce qui porte à plus de 1,7 milliards de francs le montant des subventions depuis le démarrage du programme au Togo en 2009.

Dans le cadre de la mise en œuvre des engagements du Gouvernement Togolais dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat, nous accompagnons la révision de la Contribution nationale déterminée (CDN) que le Togo doit soumettre à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNFCCC). Le PNUD a mis à la disposition du gouvernement un expert et des ressources financières pour conduire le processus de révision de la CDN. L'objectif, c'est que le Togo puisse disposer d'un document de plaidoyer pour lui permettre de mobiliser davantage de ressources additionnelles pour l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques.

Compte tenu du contexte actuel, un accent particulier est mis sur l'accès à la finance climatique. Sur ce le PNUD travaille avec l'UNICEF et d'autres partenaires sur l'élaboration d'un grand projet sur la gestion durable des ressources en eau au Togo. Le projet sera soumis au Fonds vert climat. Avec le ministère de l'Environnement, l'idée de projet a été validée. Une note conceptuelle du projet est en cours d'élaboration et sera validée avec le Fonds vert climat. A la suite de cela, nous allons commencer à

élaborer le projet en tant que tel. A travers ce projet, nous voulons accompagner le Togo à bénéficier des ressources du Fonds Vert Climat et des autres mécanismes de financement des actions climatiques. Nous travaillons aussi à accompagner le Togo à avoir une institution accréditée au Fonds Vert Climat ce qui lui permettra d'avoir un accès direct aux ressources du Fonds. Nous accompagnons, de ce fait Togo-Invest dans le processus d'accréditation.

Nous travaillons aussi sur la question de l'accès à l'énergie durable. C'est un volet qui est clairement défini dans la feuille de route gouvernementale sur tout ce qui touche l'accès à l'énergie en milieu rural. Le PNUD depuis quelques années, a mis en place un ambitieux programme sur l'aménagement des écovillages à travers le pays. L'objectif du projet est de promouvoir un développement local du terroir sobre en carbone, résilient aux effets du changement climatique et bénéfique à l'environnement global. Le projet intervient actuellement dans sept (7) villages pilotes et nous pensons pouvoir le démultiplier un peu partout à l'intérieur du pays. Ce projet écovillages vise à mettre en place des plateformes multifonctionnelles dans ces villages alimentées par des minicentrales solaires d'une capacité de 25 à 30 Kilowatts. Une dizaine de plateformes multifonctionnelles sont en cours d'installation cette année à l'intérieur du pays. Cette année, nous allons installer plus de 10 minicentrales solaires dans villages reculés du pays accompagné la politique d'accès universelle à l'électricité d'ici 20230.

La troisième composante de notre programme pays actuel porte sur la croissance inclusive et l'accès aux services sociaux de base.

Nous croyons que tout développement ne peut se faire que quand la croissance profite à tous. (...).

Le projet le plus important sur lequel nous sommes actuellement en train de travailler pour accompagner la réduction de la pauvreté au Togo, est intitulé : "Impact communautaire 2030". Ce projet vise essentiellement à poser des actions concrètes sur le terrain,

accompagner les populations en vue de créer des activités génératrices de revenus, appuyer les femmes et les jeunes dans la création d'emplois au niveau local. Ce projet est une suite logique du Programme d'urgence pour le Développement Communautaire (PUDC) qui fut entièrement financé par le gouvernement du Togo et qui a obtenu des résultats satisfaisants avec des réalisations importantes partout dans le pays.

Avec notre projet Impact Communautaire 2030, nous accompagnons la construction d'infrastructures sociocommunautaires en milieu rural. Cette année, nous allons construire 5 écoles primaires dans des localités identifiées avec le ministère des Enseignements primaire et secondaire. Chaque année, le PNUD envisage de construire 5 à 10 écoles comme contribution à l'effort du gouvernement dans le renforcement des infrastructures scolaires.

Avec le Ministère de l'Action Sociale et de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, nous avons initié un projet sur l'autonomisation économique des femmes en milieu rural. Celui-ci accompagne des coopératives et autres groupements de femmes à travers des financements ou des microfinancements pour le développement de leurs activités génératrices de revenus.

Le projet IC2030 en partenariat avec le ministère de l'Hydraulique villageoise va réaliser une dizaine de forages dans les zones rurales notamment dans la région des Savanes. D'ailleurs sur cette question, je sais qu'il y a un effort important qui est fait par le gouvernement notamment avec les autres partenaires au développement. Nous, ce que nous apportons, n'est qu'une modeste contribution à cet effort global du gouvernement à doter les populations de forages pour leur permettre d'avoir accès à l'eau potable. Dans le cadre de notre projet sur la gestion des aires protégées, le PNUD a réalisé 20 forages dans le Fazao Malfakassa et dans le cadre du projet écovillage nous en avons fait 7 forages pour les populations et 4 autres pour l'irrigation des périmètres.

Ces dernières années le PNUD a aussi beaucoup accompagné le gouvernement sur l'amélioration de l'offre de soins notamment

en milieu rural au Togo. Avec le PUDC le PNUD a réalisé et réhabilité 3 hôpitaux, 4 CMS, 9 USP et 20 incinérateurs. Avec ce projet financé par le gouvernement, le PNUD a acquis 5 cliniques mobiles pour le Ministère de la Santé afin d'améliorer l'offre de soins en milieu rural.

La COVID a démontré que nous avons encore énormément d'effort à fournir pour l'accès aux soins dans nos pays. C'est pourquoi dès la survenue de la pandémie, nous avons reprogrammé environ trois millions de dollars (environ 1,5 milliards de francs CFA) pour contribuer à l'effort du gouvernement dans la riposte contre la COVID-19. Nous avons acquis beaucoup d'équipements de protection individuelle, du matériel de réanimation, des ambulances, des cliniques mobiles, des kits de dépistages, des masques, des gels, etc. Nous allons continuer cet effort parce que l'accès aux soins reste une priorité pour le Togo.

En 2021, nous avons alloué presque 100 millions de francs CFA au CHU afin de

réfectionner et moderniser le service des urgences chirurgicales de l'hôpital. Dans cette même dynamique et dans le cadre de notre projet autonomisation des femmes, nous allons aussi accompagner le CHU Campus à mettre la maternité et le service gynécologique dans les normes.

Au-delà de ces actions en cours, le PNUD appuie le gouvernement Togolais à mettre en place un Centre National sur la Santé Digitale. Nous avons déjà fini l'étude de faisabilité qui a été approuvée par le Ministère de la Santé, nous sommes en train de mettre en place l'infrastructure et le dispositif technologique pour commencer les activités de télé-médecine.

Quel est l'état des relations entre le PNUD et le gouvernement togolais ?

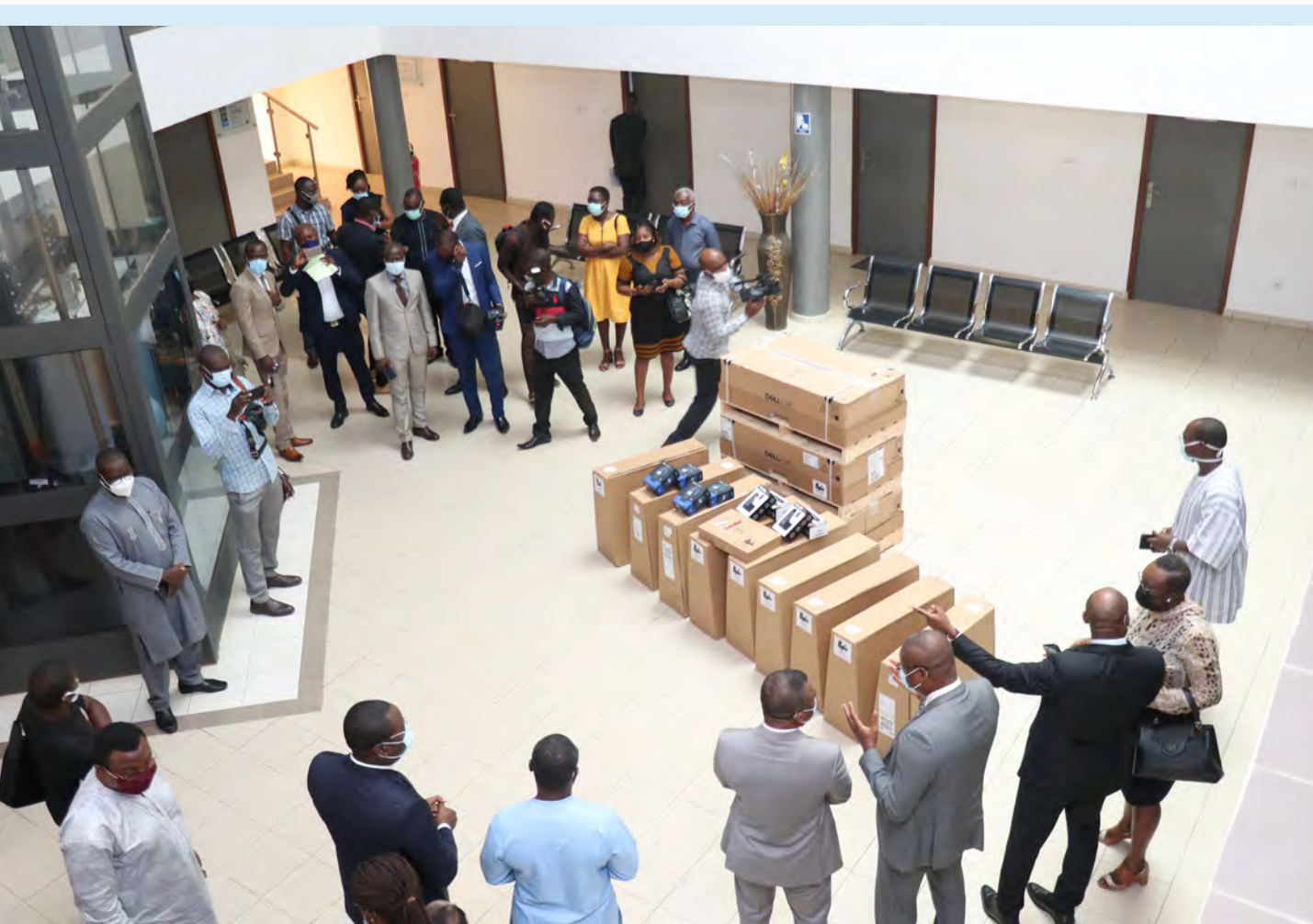
AMD : Nos relations avec le gouvernement sont excellentes et nous sommes très satisfaits de servir au Togo. Je dois témoigner que les autorités sont toujours disponibles à apporter l'appui dont nous avons besoin



pour travailler. Ce n'est pas partout qu'un gouvernement soit totalement à l'écoute de ses partenaires au développement comme c'est le cas au Togo et ceci facilite énormément notre action dans le pays. Permettez-moi, de remercier l'ensemble du gouvernement pour la confiance qui est placée en nous.

Quelle appréciation faites-vous de la politique de développement du pays ?

AMD : Si cette trajectoire est bien tenue, le Togo pourra devenir certainement l'un des pays à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) à l'orée 2030. Le PND et la feuille route gouvernementale constituent d'ambitieux programmes et si bien exécutés devraient mettre le pays sur la voie de l'émergence. Les scores du Togo dans le Doing Business dus à l'assainissement du climat des affaires, la forte implication du secteur privé, la promotion des investissements, les différentes réformes en cours etc. nous permettent tous d'espérer que le pays pourra sans nul doute être au rendez-vous des ODD en 2030.



Cela veut-il dire que le PNUD entend innover à travers la digitalisation de certains programmes ?

AMD : L'innovation, le digital et le numérique sont les leviers qui vont propulser le développement de nos Etats. C'est la

raison pour laquelle, nous avons pris plusieurs initiatives pour accompagner le gouvernement dans ce domaine. Par exemple, nous sommes en train, avec les Universités de Lomé et de Kara, de mettre en œuvre ce que nous appelons la mutation numérique des universités publiques en

les dotant d'équipements et technologie de pointe pour la modernisation des infrastructures. Le PNUD a octroyé 100 millions de FCFA à l'Université de Kara (2021-2022) pour la digitalisation des process et autres enseignements. C'est aussi le cas de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) que nous appuyons à hauteur de 300 millions de FCFA sur 3 ans afin de réformer et moderniser l'école mais surtout de mettre en place des plateformes numériques pour faciliter les enseignements et autres services centraux.

Avec l'Université de Lomé nous avons lancé les travaux de construction au sein du campus pédagogique du tout premier laboratoire de Télédétection Appliquée et de Géo informatique du Togo. Le Laboratoire se chargera de développer les applications de la télédétection et des technologies connexes au profit des départements ministériels et des agences gouvernementales pour une gestion plus opérationnelle des différents projets de la Feuille Route. A travers ce Laboratoire, le PNUD s'emploie à soutenir l'Université de Lomé à valoriser la recherche en sciences appliquées et à définir les grandes orientations de la recherche scientifique et du développement technologique, conformément à la politique nationale en matière de technologie scientifique. Le PNUD va investir dans l'infrastructure et dans des programmes de renforcement des capacités pour soutenir la recherche-développement, l'éducation et l'entrepreneuriat dans les domaines en lien avec les sciences spatiales.

Toujours dans le domaine du digital, au plus fort de la pandémie de COVID-19, le PNUD a octroyé à tous les ministères de la République ainsi que la Primature, 34 équipements de vidéoconférences avec 55 licences Zoom pour aider le gouvernement à assurer la continuité du service. Nous allons encore en acquérir une dizaine dans les semaines à venir pour les autres institutions de la République.

Notre rôle en tant PNUD, c'est aussi d'aider le gouvernement à faire de la prospective du développement et d'aider les pays à se projeter dans le futur. Oui, il y a des réalités auxquelles on doit faire face aujourd'hui,

mais cela ne doit pas nous empêcher de nous projeter dans l'avenir. De nous projeter dans les 50 années à venir. Comment voulons-nous que nos Etats soient en 2050 ou en 2060 par exemple. C'est maintenant qu'il faut penser à tout ça. Le PNUD a aussi cette belle ambition d'accompagner le Togo dans la création et la mise en place de ce qu'on pourra appeler l'Institut Togolais du Futur qui aura pour mission de se projeter dans le temps et de proposer des solutions futuristes pour le développement du Togo à travers la maîtrise de savoirs nouveaux sur la robotique, l'intelligence artificielle, machine learning, deep learning, blockchain, internet des choses, big data, etc.

Dans le cadre de la recherche et de l'innovation, nous réfléchissons avec l'Université de Lomé et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à l'organisation d'un forum national sur la recherche et l'innovation pour une meilleure valorisation des produits de recherches qui dorment dans nos Universités.

Nous avons mis en place avec l'Université de Lomé un incubateur pour la valorisation des produits de recherches, parce que les produits de recherche doivent servir à la planification du développement et à la mise en œuvre des projets et programmes.

Travaillez-vous avec d'autres acteurs en dehors du gouvernement ?

AMD : Absolument. Le PNUD travaille beaucoup avec la société civile. C'est important de le souligner. Tout ce que nous faisons dans le domaine des Droits de l'Homme, dans le domaine de la paix, de la préservation de la paix et de la sécurité, nous le faisons avec les organisations de la société civile. Tout ce que nous faisons dans le domaine de l'autonomisation de la femme, dans le cadre du projet Ecovillage où nous allons construire des fermes piscicoles. Tout cela, nous le faisons avec la société civile, avec des ONG spécialisées dans la formation.

Nous travaillons aussi de plus en plus avec le secteur privé. Le développement ne peut pas se faire uniquement avec les ressources publiques. C'est le secteur privé qui fait les

investissements et donc, si nous voulons aider le pays à booster son économie et attirer des investissements, il est extrêmement important d'obtenir l'engagement du secteur privé dans les processus de développement. Et depuis deux ans, nous travaillons beaucoup avec le secteur privé. Je citerai par exemple la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo, Togo Invest, qui est le bras chargé de l'investissement de manière générale pour le Togo. Nous avons signé un accord de partenariat avec Togo Invest pour les aider à mieux jouer le rôle d'accompagnement du secteur privé.

Nous accompagnons par exemple les médias aussi. Nous avons travaillé non seulement avec la Haute autorité de l'audiovisuel et de la Communication (HAAC), les organisations professionnelles de la presse mais également avec le ministère de la Communication et des médias. Nous avons cette belle initiative qui s'appelle les Lauriers du journalisme d'Impact que nous organisons en partenariat avec les Ambassades des Etats Unis, de France, d'Allemagne ainsi que la Délégation de l'Union Européenne. L'objectif est de créer un cadre permettant aux journalistes de mieux s'épanouir et de pouvoir faire correctement leur travail en leur apportant des moyens et des appuis assez conséquents.

C'est pour dire que nous sommes de plus en plus en train d'élargir les horizons. Le développement ne peut plus se faire comme avant. Il y a de nouveaux paradigmes qu'on doit prendre en compte dans nos interactions de tous les jours et surtout, et surtout pouvoir apporter des solutions au gouvernement. Je pense que c'est ce que le gouvernement attend de nous. On ne doit plus faire les mêmes choses comme il y a 10 ans ou il y a 15 ans. Non, le monde a évolué, le monde a changé il nous faut donc proposer de nouvelles solutions pour le développement de nos nations. Et c'est que propose le PNUD NextGen ou 2.0

Comment le PNUD apprécie-t-il les réformes réalisées ces dernières années par le Togo sur les plans politiques et économiques ?

AMD : Le Togo est le premier pays réformateur en Afrique. Ce n'est pas nous qui le disons,

mais la Communauté internationale. Cela signifie énormément de choses. Ça veut dire qu'il y a des actions majeures qui sont en train d'être prises pour mettre le pays sur la trajectoire du développement. Je pense que les autorités ont bien compris qu'il faut absolument réorienter un certain nombre de choses et ce n'est pas facile de réformer. Il faut avoir le courage et l'audace d'entreprendre des réformes et ça, je pense que le gouvernement l'a très bien réussi. Le climat des affaires est en train d'être assaini ainsi beaucoup d'autres choses. Je crois que beaucoup de voyants sont pratiquement au vert pour le Togo depuis quelques années. Cela nous met plus à l'aise et nous permet d'engager des discussions avec des partenaires, mêmes non traditionnels du Togo pour leur dire : "Regardez ce qui est fait au Togo. C'est absolument énorme !".

Pendant la crise de la Covid, lorsque tous les pays étaient en train de réfléchir et de voir comment il faut accompagner leurs populations, le Togo lui avait trouvé la solution avec cette idée ingénieuse de mettre en place un Programme de revenu universel dénommé Novissi. Aujourd'hui, ce programme fait absolument référence à travers le monde. L'administrateur du PNUD a parlé du Novissi plus d'une fois dans ses interventions pour dire voilà une disposition de protection sociale qu'un gouvernement met en place en un temps record et qui est basé sur le transfert monétaire digital et touche pratiquement 500 000 personnes. Je pense que ça été quelque chose d'assez important et il existe plusieurs initiatives comme cela dans de nombreux domaines au Togo.

Ce sont des initiatives à partager avec d'autres pays alors ?

AMD : Le PNUD, c'est 170 pays à travers le monde. Nous avons des pratiques et une histoire un peu partout dans le monde et nous pouvons certainement tirer des leçons, des success stories que le PNUD a pu obtenir dans certains pays et essayer de les appliquer au Togo. C'est pour ça d'ailleurs, que nous avons mis en place un laboratoire d'accélération qui permet de proposer des solutions innovantes sur les questions de développement. De proposer de nouvelles choses.

Le chômage et l'emploi des jeunes demeurent des sujets importants pour le gouvernement togolais. Quelle réponse concrète apporte le PNUD à ces questions ?

AMD : Sur l'emploi des jeunes, nous travaillons beaucoup avec le ministère du développement à la base. Pour vous donner un exemple, le PNUD est l'un des partenaires privilégiés du FAIEJ. Le PNUD a également aidé à la mise en place de l'Agence nationale de volontariat du Togo (ANVT). Nous travaillons actuellement avec les incubateurs NunyaLab que nous avons mis en place avec la ministre du Développement à la base. Le centre NunyaLab de Lomé marche très bien et fait des résultats énormes. Moi, je suis d'ailleurs surpris de voir tout ce que les jeunes sont en train de faire avec cet outil que nous avons mis à leur disposition. Sur la base de ça, nous nous sommes dit que nous allons installer des NunyaLab dans toutes les régions du pays. Cette année, nous allons procéder à l'installation des NunyaLab de la région des Savanes et Kara et l'année prochaine, suivront la région Centrale et la région des Plateaux.

Après maintenant, il faut peut-être aller à une échelle plus locale, et mettre en place des NunyaLab au niveau local pour permettre aux jeunes qui sont dans les localités plus petites, de pouvoir faire éclore leurs potentiels.

Comment sont pris en charge concrètement les jeunes incubés dans les Nunyalab ?

AMD : Les jeunes qui ont des idées de projets et qui viennent dans les NunyaLab, sont accompagnés. Ils sont suivis et nous les aidons à faire leurs plans d'affaires. Ils sont également formés. Mais après, ils doivent solliciter des financements pour la réalisation de leurs projets. C'est d'ailleurs pourquoi cette année,

le PNUD va mettre en place la Facilité pour l'Innovation et l'Entreprenariat des Jeunes avec le FAIEJ évidemment, pour accompagner ces jeunes qui sont incubés dans les NunyaLab. Ce n'est pas bien qu'un jeune soit incubé, qu'il vienne avec un projet intéressant et avec un excellent plan d'affaires et qu'à la fin, il peine à trouver le financement pour pouvoir lancer son business ou sa start-up.

Pour cela, nous sommes en train de travailler avec le ministère du Développement à la base et de la jeunesse et le FAIEJ, afin que ces jeunes qui sont incubés dans les différents NunyaLab que nous sommes en train de créer, puissent à la fin obtenir des financements.

Pour moi, l'emploi des jeunes, c'est la priorité des priorités. Lorsque je suis arrivé au Togo, j'ai dit à mon équipe que j'ai essentiellement deux priorités : la première priorité, ce sont les jeunes et la seconde, les femmes. Depuis lors, nous avons réalisé énormément de choses sur l'emploi des jeunes, sur la promotion de l'emploi des jeunes.

Le Togo fait partie aujourd'hui du réseau youth connect. Nous allons mettre en place les incubateurs, nous allons mettre en place des facilités pour les jeunes qui sont incubés ainsi que des accompagnements en leur faveur. Nous accompagnons des initiatives de jeunes. Par exemple nous accompagnons le Digital Awards, avec les jeunes qui sont dans le domaine du digital ou encore Terreau Fertile pour l'accompagnement et la réalisation de projets initiés par les jeunes.

Nous avons encore davantage de choses à apporter sur cette question et avec le gouvernement, nous travaillons à améliorer les choses dans ce domaine.



TOGO

LES CHAMPIONS DU DIGITAL PRIMÉS

La première édition du concours d'innovation numérique dénommée Togo Digital Awards a honoré le 13 mars 2021 plusieurs acteurs de l'écosystème du digital du pays.

L'initiative a pour but de créer des émules dans ce domaine. De fait, elle accompagne la vision gouvernementale de faire du Togo un hub technologique de services.

Il s'agit d'une invite à préserver l'effort dans la recherche continue de l'excellence selon Guillaume Djondo, le Commissaire général à l'organisation de l'évènement. Elle se veut donc « génératrice d'un univers digital toujours plus dynamique, plus performant, et toujours plus innovant » a-t-il ajouté.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a soutenu techniquement et financièrement l'initiative. « Le numérique a un rôle prépondérant à jouer dans l'amélioration de la condition humaine et la capacité des peuples et des nations de la Terre entière à gérer le changement, à résister aux crises, tout en continuant à se développer » a déclaré Aliou Mamadou Dia, le Représentant résident du PNUD.

La vision du PNUD pour le digital est que chaque et tout togolais puisse embrasser la révolution numérique en cours ; que la technologie transforme durablement leurs quotidiens sans pour autant contribuer à accroître le fossé entre « nantis » et « démunis ». Nous voulons rester fidèle à notre leitmotiv de « ne laisser absolument personne de côté ».

Le digital au service du développement durable

Le PNUD au Togo, à travers son laboratoire d'accélération, est en train d'explorer et expérimenter des manières innovantes de mettre le numérique au service du développement durable. Nous sommes convaincus que les avantages de l'innovation technologique, partagés par tous, permettront de réduire les inégalités

sociales tout en accélérant le progrès.

C'est ainsi que dans les communes du Lacs 1 et d'Ogou 2, les solutions de numérisation des déclarations des actes de naissance sont mises en œuvre en vue d'étudier des approches nouvelles d'accélération de la délivrance des actes d'état civil avec des résultats probants.

« Si ça marche pour les naissances, pourquoi ne pas l'étendre au mariage et au décès voire à d'autres communes sur tout l'étendue du territoire ? Imaginez le gain de temps et d'argent et l'accroissement des enregistrements dans la perspective de doter chaque togolais d'une identité. Plus de togolais sans identité juridique. Plus d'abandon scolaire au diplôme du CEPD. » estime Aliou Mamadou Dia, son Représentant résident.

Le PNUD appuie également la numérisation de l'éducation dans les deux universités publiques du Togo (Lomé et Kara) ainsi que de l'Ecole Nationale d'Administration avec la mise en place d'application de gestion de la vie académique et pédagogique des étudiants.

A travers l'incubateur NunyaLab mise en place par l'Etat togolais, le PNUD met à disposition des innovateurs et porteurs d'idée des services d'accompagnement de qualité propice au développement d'entreprises sociales créatrices de richesses et actrices du développement communautaires.

A l'avenir, nous espérons faire encore plus promet M. Dia. La programmation pour cette année prévoit de continuer l'appui du PNUD dans l'optique d'offrir à tous ces enfants une identité et une éducation de qualité. « Nous voulons aller encore plus loin en explorant les possibilités de garantir à tous une couverture santé universelle notamment par le biais de la télémédecine » a-t-il ajouté.



- Plus de 8000 abonnés sur une chaîne YouTube qui produit de courtes vidéos en langue locale “Tem” ! Kezambia TV d’Asmiou Salifou ne pouvait que décrocher le prix coup de cœur des internautes, tant le projet promeut la production de contenus locaux sur le web. A noter que ce sont trois lauréats qui ont été primés par catégorie.

...et des prix spéciaux décernés !

Un Prix spécial du comité d’organisation a été décerné à la Ministre de l’Economie numérique et de la transformation digitale, Mme Cina Lawson. Le comité d’organisation

s’est félicité de l’« engagement de la ministre pour l’essor du numérique au Togo à travers différentes initiatives ».

Autre personnalité de haut rang primé, le Premier ministre, Mme Victoire Tomegah-Dogbé, prix d’honneur de l’édition.

La presse togolaise est, elle-aussi, honorée à travers l’un des précurseurs du web journalisme. Noël Kokou Tadégnon a reçu pour sa part le prix spécial « Grand acteur du digital ». Co-fondateur de la toute première plateforme de vérification d’informations au Togo (fact checking), TogoCheck.

Sept catégories de distinction, 21 lauréats primés ...

La première édition du Togo Digital Awards a primé des lauréats dans sept catégories. Réalisations de l’année, projets et stratégies, médias et outils, travaux académiques, blogueur de l’année, influenceur de l’année puis le coup de cœur.

- La catégorie Réalisations de l’année prime toute initiative au profit du pays. Elle est remportée par le projet TeleEduTogo, plateforme éducative togolaise initiée par Samuel Atake. Elle permet aux élèves du primaire et du secondaire de se former en accédant aux ressources pédagogiques.
- La deuxième catégorie, Projets et stratégies a sacré Job Info 228. Les initiateurs mettent le digital au profit de la réduction du chômage par la diffusion d’opportunités d’emplois sur des plateformes digitales. L’initiative a ainsi diffusé jusqu’ici plus de 4500 offres, selon les promoteurs.
- Dans la catégorie Médias et outils, c’est « Les Zopitaux et moi » qui l’emporte. La plateforme s’est spécialisée dans l’information sanitaire en ligne. Elle brise ainsi des tabous et aborde des questions de santé publique mais aussi individuelle au quotidien.
- Bessi Kama-Saba s’est adjugé le prix des travaux académiques de la première édition du TDA. Son projet « Hidi Culture » a convaincu le jury pour son engagement à promouvoir la culture via le numérique.
- Le prix du blogueur de l’année est quant à lui revenu à Roger Lasmothey. Il “blogue” à cheval entre le Sénégal et le Togo et aborde les thèmes liés à la société, le temps, l’espace, les hommes, les femmes, l’environnement ; « la société humaine telle que je la vois » décrit-il.
- L’influenceur de l’année est un humoriste 2.0. Bright Sawyer alias Magbloini fascine par ses courts métrages sur la toile où il tourne en dérision les “cauchemars” de la vie.



Témoignages

- « Ce prix est vraiment une motivation pour nous. Cela nous encourage à perfectionner le produit que nous avons mis sur pied et chercher à innover davantage. » Samuel Atake, 19 ans, 2ème année de génie logiciel au Centre informatique et de calcul de l’Université de Lomé. Il est le promoteur de la plateforme Education Et Numérique pour TOUS au Togo.

- « Je vais continuer à travailler avec les jeunes sur les nombreux projets que nous avons entamer depuis quelques années maintenant et qui me valent ce prix à savoir le leadership, la promotion du numérique auprès des jeunes filles et femmes qui sont en milieu rural ». Victoire TSAMEDI, influenceur

- « Je vais encore travailler davantage avec les auteurs et les maisons d’édition afin que le livre et l’éducation puissent avancer au Togo. La plateforme HIDI Culture entend valoriser la lecture auprès de la jeunesse ». Bessi KAMA-SABA, promotrice du projet « HIDI Culture »

Le PNUD équipe 60 municipalités du Togo en matériels informatiques et mobiliers



Depuis de nombreuses années, le PNUD s'implique dans le processus de décentralisation et de développement des territoires du Togo. C'est à ce titre que 60 mairies ont bénéficié le 12 mars dernier d'un important lot d'équipements informatiques et de mobiliers de bureau d'une valeur de 190 millions de CFA.

Les équipements ont été réceptionnés lors d'une cérémonie présidée par le ministre chargé du développement des territoires, Essomanam Edjeba.

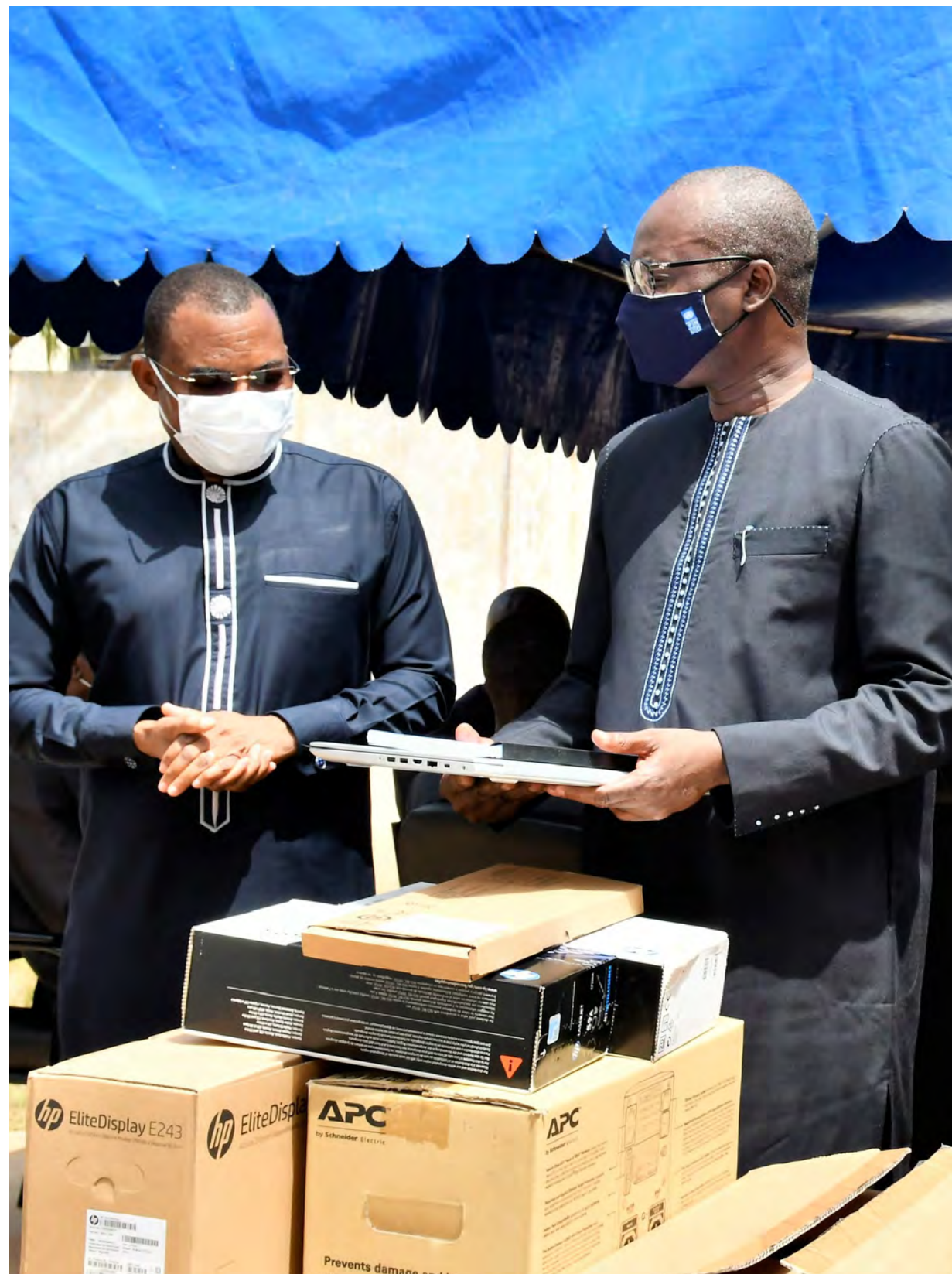
L'appui aux communes est le prolongement du projet pilote sur la décentralisation et la localisation des ODD lancé en 2020 par le PNUD. Il a permis grâce à l'expertise de l'Université de Kara d'accompagner cinq communes à se doter d'outils de bonne gouvernance pour plus d'efficacité.

“ Le projet a permis d'accompagner 5 communes—Oti2, Kozah2, Agou1, Lacs1, Agoè-nyivé5- dans le processus d'élaboration de leurs plans locaux de développement et d'acquérir des équipements pour 60 communes “, a rappelé Aliou Mamadou Dia, le Représentant résident du PNUD au Togo. Ce dernier a profité de l'occasion pour annoncer l'expérimentation en cours de la digitalisation dans les communes Lacs 1 et Ogou 2 destiné

à la dématérialisation de la déclaration des actes de naissance afin d'améliorer l'enregistrement et leur délivrance.

Une démarche saluée par le ministre Essomanam Edjeba. “ La capacité des acteurs locaux à utiliser l'outil informatique et numérique est au cœur des problématiques de nos 117 communes. L'informatique est de nos jours un facteur majeur de la modernisation de l'administration locale et par conséquent, un levier incontournable du développement local. Ce lot de matériels vient donc à point nommé pour un meilleur fonctionnement de nos communes. Il va contribuer à renforcer le niveau d'équipement des collectivités territoriales “, s'est réjoui M. Edjeba.

Les équipements informatiques sont composés de 120 ordinateurs de bureau à distribuer à raison de deux par communes, 120 licences Microsoft Office Pro Plus 2019, des imprimantes et des accessoires bureautiques. Ils permettront non seulement aux communes d'accroître en efficacité le service rendu aux usagers mais également d'assurer la confidentialité des documents. Les mobiliers de bureau 120 fauteuils de bureau standards avec roulettes, 120 bureaux standards de 1,60 mètre avec 3 tiroirs et 360 chaises visiteurs sans accoudoir.



Le Représentant résident adjoint remet symboliquement un équipement au directeur de cabinet du ministre de la justice et de la législation, M. Talaka Mawama

Les maisons de justice du Togo



Au Togo, les maisons de justice ont été instituées par décret présidentiel le 27 février 2018. Leur but ? Rapprocher davantage la justice des justiciables. Elles ne rendent pas la justice ou la sentence et ne peuvent traiter d'affaires pénales. Il en existe à ce jour neuf maisons de justice sur l'ensemble du territoire national : Agoè Nyivé, Anié, Baguida, Cinkassé, Dapaong, Kétao, Kpélé, Sanguera et Soudou.

Depuis 2019, le PNUD apporte son appui technique et financier à cette initiative à travers le Projet accès au droit et à la justice (PADJ). Les maisons de justices disposent d'équipements et de matériels informatiques et s'insèrent ainsi dans la dynamique de l'informatisation des services du ministère de la Justice. De même, les capacités des personnels de ces structures sont régulièrement renforcées.

Au mois de mai, deux ateliers distincts de formation des personnels des maisons de justice et des centres d'écoute et autres structures du domaine de la justice de proximité et de de règlements pacifiques se sont tenus respectivement à Kpalimé et Kara. La première phase a réuni du 25 au 27 mai 2021 les participants venus des régions maritimes, Lomé Commune et Plateaux et la seconde, du 28 au 29 mai, ceux des régions de la Kara et des Savanes.

La cinquantaine de participants a ainsi amélioré ses connaissances sur le protocole de gestion des cas dans les maisons de justice et de faciliter un meilleur accès au droit et à la justice aux personnes vulnérables.

Organisé par le Ministère de la Justice et de la Législation à travers la Direction de l'accès au droit et à la justice, ces rencontres s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Travail Annuel 2021 du projet accès au droit et à la justice (PADJ)

Des résultats forts encourageants

Malgré la pandémie de la covid 19, les maisons de justice sont restées ouvertes aux populations. Au 31 décembre 2020, elles ont enregistré 1348 cas dont 590 demandes d'informations juridiques et 758 demandes de médiation dont 542 ont été traitées. Les maisons de justice affichent un taux de réussite de 66,35% dans les cas de recouvrement de créances. Sur 18 407 220 FCFA, 12 157 330 FCFA ont été recouvrées.

La majorité des affaires gérées par les maisons de justice sont des conflits de voisinage, de loyer ou de dette impayées, des problèmes d'état civil, de divorce ou de succession par exemple.



M. Dia s'entretient avec les étudiants de la première promotion après la cérémonie de remise des diplômes.

Planification du développement

LA 1ÈRE PROMOTION EST SORTIE !

Les étudiants de la première promotion en Master Planification du développement ont reçu le 27 février 2021 leurs certificats de réussite lors d'une cérémonie solennelle organisée au palais des congrès de Kara (420 kms au nord de Lomé). Plusieurs personnalités administratives, du monde académique ainsi que le Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont assisté à l'évènement.

Ils sont 56 planificateurs à recevoir ce précieux sésame et les premiers bénéficiaires de ce programme de master soutenu depuis 2018 par le PNUD et les ministères de l'administration territoriale et de la Planification. C'est donc un pari réussi pour le président de l'Université de Kara, Komla Sanda dont l'institution veut relever le défi d'offrir une formation de qualité aux étudiants et cadres togolais en phase avec le marché du travail.

“ Attirer et développer des talents à travers des formations ciblées afin de doter le Togo d'une administration publique moderne, performante et efficiente au service des populations, telle est l'ambition du PNUD pour le pays “, a déclaré M. Aliou Mamadou Dia, son Représentant résident au Togo.

L'offre de formation proposée repose sur l'amélioration des compétences dans les domaines clés du système national de planification du développement notamment la maîtrise du processus et des normes de la planification en général et au Togo en particulier, la conduite et la réalisation d'un processus de suivi-évaluation du développement et l'application des outils développés au plan national pour le pilotage et la gestion efficace du développement.

“ L'éducation et la formation sont des leviers importants pour une administration publique efficiente capable de porter la feuille de route du gouvernement “ a ajouté M. Dia qui a promis poursuivre l'appui du PNUD jusqu'en 2025. Les étudiants ayant suivi pendant deux ans ladite

formation ont effectué un premier stage auprès de cinq communes du Togo dans le cadre d'un projet pilote intitulé « décentralisation et localisation des objectifs de développement durable » financé par le PNUD.

Mika Tchanghai, l'une des 11 filles de la cohorte n'a pas caché sa joie. “Je suis très contente d'avoir reçu cette attestation. Cela n'a pas été facile durant ces deux dernières années” a-t-elle avoué. Pour son mémoire de fin de cycle, Mika a choisi de travailler sur la consommation locale. Un thème qui s'inscrit dans la droite ligne des objectifs du Plan national de développement (PND) et de l'axe 2 de la feuille de route du gouvernement pour la période 2020-2025. Il vise à promouvoir la consommation locale, à soutenir l'économie avec les forces dont elle dispose plus précisément l'agriculture.

“ L'université de Kara concrétise à sa manière la vision des plus hautes autorités du pays pour un enseignement supérieur de qualité, en phase avec les besoins de développement de la société “, a déclaré le président Sanda, pour qui, l'institution qu'il dirige “ affirme d'année en année son leadership en matière de formation en planification du développement “.

M. Kanka Malik-Natchaba, Secrétaire général du gouvernement et représentant Madame le Premier Ministre a pour sa part félicité les impétrants qui « sont une ressource de grande valeur qui fera assurément la différence au quotidien ».

Dans le domaine de l'éducation et de la formation, le PNUD apporte son appui dans divers domaines notamment le Programme Présidentiel d'Excellence, le Master en Planification du développement, la modernisation de l'Ecole nationale d'administration (ENA), la réhabilitation d'infrastructures scolaires rurales et les mutations Numérique des Universités publiques du Togo.



M. Dia et son équipe posent avec le maire de la ville d'Aného (en costume), Me Alexis Aquereburu

Chaque nom compte

LA DIGITALISATION DES ACTES D'ÉTAT CIVIL, UNE EXPÉRIENCE DU PNUD DANS LES COMMUNES DU TOGO

Le Programme des Nations Unies pour le développement a élaboré un programme ambitieux avec le gouvernement sur la question de la décentralisation et le développement local. Il vise à mettre en place des conditions institutionnelles et organisationnelles d'un développement territorial durable basé sur les potentialités des collectivités territoriales.

“ En 2020, nous avons initié un projet dans ce domaine et avons équipé une soixantaine de communes en mobiliers de bureaux et autres matériels informatiques. Nous accompagnons présentement 5 communes à élaborer leurs plans de développement communaux (PDC) “ a confié Aliou Mamadou Dia, le Représentant résident du PNUD au Togo.

Parmi les communes bénéficiaires à ce projet se trouve la Commune Lacs 1 dont le chef-lieu est la ville historique d'Aného située à la frontière avec le Bénin. Elle fût à deux reprises

la capitale du Togo respectivement de 1886 à 1897 et de 1914 à 1919.

En visite de travail dans cette localité le 27 mai 2021, M. Dia a déclaré avoir eu d'excellents échanges avec le maire, Maitre Alexis Aquereburu et ses collaborateurs sur les projets initiés avec la commune, en vue de l'amélioration de la qualité des services publics offerts aux populations.

Il s'agit des projets de digitalisation de l'enregistrement des actes d'état civil et des taxes municipaux. Le PNUD travaille également avec la commune sur la mise en place d'un Système d'information géographique chargé de répertorier l'ensemble des services et potentialités de la commune.

Les échanges ont permis d'identifier un certain nombre d'actions sur lesquelles le PNUD et la commune d'Aného entendent collaborer davantage. Il s'agit entre autres, du





projet d'assainissement et de gestion durable des déchets solides et de l'intégration de la commune Lacs 1 au projet Smart cities - Villes intelligentes du PNUD parmi 6 autres communes du Togo. Ce projet vise la croissance verte au niveau local.

“ C'est très utile pour nous d'être sur le terrain, pour échanger avec les populations et les autorités locales afin de capitaliser sur ce que nous sommes en train de faire, réorienter nos actions et surtout de nous projeter dans le futur, de poursuivre notre accompagnement, aussi bien au niveau communautaire qu'avec le gouvernement central. Tout cela rentre dans le cadre de notre action d'accompagner le gouvernement du Togo dans la mise en œuvre de sa Feuille de route 2025. C'est notre mandat de pouvoir l'accompagner et je pense que nous sommes résolument engagés à travailler pour faire du développement une réalité au Togo “, a indiqué M.Dia.

Des résultats probants sur l'enregistrement des naissances

En 2020, un concours lancé par le Laboratoire d'Accélération du PNUD et intitulé « Challenge pour la proposition de solutions permettant d'améliorer le service de délivrance des actes au sein des centres d'état civil du Togo », a permis de retenir une application collaborative dénommée Kadodo. Le PNUD a fourni les équipements nécessaires et assuré la formation

des différents acteurs. Aujourd'hui, l'application permet d'enregistrer les actes d'état civil (naissances, décès, mariages) et fournit via un tableau de bord numérique des statistiques sur les performances de la commune pour la prise de décisions par le maire et le conseil municipal.

Les résultats obtenus au bout de quelques mois sont éloquentes : 183% des naissances ont été enregistrées par rapport à l'année 2019 (1975 en 2020 et 700 en 2019) ; gain de temps variant entre 07 à 12 minutes dans le traitement des données par la fusion de la page de l'attestation et de la déclaration de naissance ; partage de données en temps réel entre les centres de santé et l'Etat Civil de la Mairie ; respect de la confidentialité des données sur les personnes à titre d'exemple aucune intervention extérieure n'est possible sur les données collectées depuis l'enregistrement jusqu'à la sauvegarde ; application effective des délais dans le traitement des données conformément aux dispositions légales en vigueur au Togo (délai de 45 jours pour la déclaration des naissances) ; réduction de moitié de l'empreinte carbone sur le volume de papier ; baisse de 20% sur les dépenses en fournitures de bureau exclusivement sur l'axe Gestion de l'Etat Civil ; Suivi en temps réel de la procédure par le bénéficiaire (qui a fourni son contact dès la déclaration) par la réception de SMS.



Vue partielle de la ville de Lomé

Financé le développement pour la réalisation des ODD au Togo

Le ministère de la Planification du Développement et de la Coopération et le Système des Nations Unies ont lancé le 11 mai 2021, un projet intitulé « Amélioration du financement du développement pour la réalisation des ODD au Togo ». Ce projet est financé conjointement par le Fonds pour les Objectifs de développement durable (SDGs Fund), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).

Doté d'un budget de 2 124 045 dollars US, (respectivement de 1 000 000 dollars US du Fonds pour les ODD, 924 045 dollars US du PNUD et 200 000 dollars US de l'UNICEF), le projet est mis en œuvre par le PNUD et l'UNICEF. D'ici juin 2022, le projet va aider à créer les conditions d'une augmentation des ressources pour soutenir le financement des ODD ainsi que la nouvelle vision gouvernementale adoptée en octobre 2020 et contenue dans la feuille de route 2025 : « Un Togo en paix, une Nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable ».

Le projet va explorer les conditions de mobilisation de tous les flux de financement potentiels, y compris d'origine privée. Les interventions opérationnelles concerneront le renforcement du dispositif de financement du développement du pays en tenant compte de l'Agenda 2030, notamment pour une utilisation optimum des ressources internes et externes.

Pour ce faire, une attention sera accordée aux actions coordonnées de mobilisation des ressources pour le développement durable, à l'exploration des opportunités de financement

et à la mise en place d'un dialogue multipartite sur le financement des priorités nationales de développement impliquant pleinement le secteur privé.

L'accent sera également mis sur un meilleur alignement de la chaîne de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation (PPBSE). Le but est d'accélérer les cibles des objectifs de développement durables (ODD) conformément au principe de ne laisser personne de côté, à travers le renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques de toutes les parties prenantes de même que le renforcement de la transparence et de la responsabilité.

Particulièrement pour les secteurs de l'agriculture (ODD 1 et 8), de la santé/nutrition (ODD 3 et 1) et de l'éducation (ODD 4), des stratégies spécifiques (intégrées dans la stratégie globale de financement) seront élaborées pour accroître les financements, y compris innovants, afin d'accélérer le rythme de réalisation de l'Agenda 2030 et mieux contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route 2020-2025.

A terme, le projet devrait atteindre les résultats interdépendants suivants : une stratégie de mobilisation de financements durables, soutenue par un mécanisme institutionnel est élaborée ; les plans, les instruments et les systèmes de planification et de financement sont intégrés ; des ressources privées et publiques pour financer les ODD sont mobilisées et les risques opérationnels et institutionnels sont mieux identifiés.

Les activités préparatoires pour une mise en œuvre efficace du projet ont débuté en juillet 2020.



Deux unités de transformation du manioc pour les coopératives de femmes des Lacs !



Tokpo, Fiata, Koutigbé, Anfoin, sont des localités situées dans la préfecture des Lacs (région maritime au sud-est du Togo). Leur particularité ? Elles constituent l'un des viviers du manioc et de sa transformation en farine de gari et tapioca. Des produits très prisée des consommateurs. Des centaines de femmes regroupées en coopératives y ont fait leur gagne-pain. Cependant, elles font face à d'énormes difficultés pour valoriser cette activité : manque de moyens et d'équipements adéquats pour une production en quantité et en qualité.

C'est pourquoi, le Programme des Nations Unies pour le développement va investir 100 000 \$ US (environ 50 Millions de FCFA) pour la mise en place de deux unités de transformation des produits dérivés du manioc. C'est l'engagement pris par Aliou Mamadou Dia ce 27 mai 2021 lors d'une visite de terrain dans lesdites localités.

« Nous avons commencé notre mission par la visite des coopératives des femmes dans la commune des Lacs 4 où nous avons discuté avec le maire, avec l'honorable députée Mme Gabiam et avec les autorités locales de cette commune sur comment accompagner les femmes dans la transformation du manioc en mettant en place des unités de transformation et aussi accompagner ces femmes dans leurs activités génératrices de revenus » a déclaré M. Dia.



La première coopérative visitée à Koutigbé est composée de 6 coopératives de femmes. Elle va bénéficier d'une enveloppe de 30 millions de F CFA soit 60 000 \$US pour les aider à mettre en place une unité de transformation du manioc pour la production de gari.

“ Le second village, Tokpo où nous nous sommes rendus, abrite une coopérative composée de quatre associations de femmes. Nous avons décidé de les accompagner avec une enveloppe de 20 millions de F CFA (40 000 \$US) pour aussi les aider à se doter d'une unité de transformation du manioc. Les unités dont elles disposent sont des unités traditionnelles qui ne leur permettent pas de faire des transformations en quantité du manioc », a expliqué le Représentant résident du PNUD au Togo.

L'équipe du PNUD a ensuite sillonné les

cantons de Ganavé, Fiata et Anfoin-Centre avant de terminer son périple dans la commune de Lacs 1 où elle a procédé à la revue de ses projets avec le maire de cette commune, Me Alexis Aquereburu et ses collaborateurs.

Cette mission du PNUD se déroule dans le cadre de deux projets. Le premier intitulé, « Décentralisation et localisation des ODD » est exécuté depuis 2020. Il a permis d'accompagner 5 communes dans l'élaboration de leurs plans de développement local, de doter 60 communes de matériels informatiques et mobiliers de bureaux dans les 5 régions du pays. De plus des projets à fort potentiel économique pour les femmes et les jeunes sont soutenus à travers un mécanisme de garantie et de fonds d'amorçage dans le cadre d'un partenariat avec l'UNCDF [Fonds des Nations unies pour la finance inclusive] et l'ANPGF (Agence nationale de promotion de garantie de financement). Un programme national de renforcement de la décentralisation et de développement local inclusif est conçu pour orienter toutes les interventions sur la décentralisation.

Le second projet dénommé « Impact communautaire 2030 » cible les zones et les personnes vulnérables. Il vise à les doter de meilleures conditions d'éducation, d'accès aux soins de santé et à leur offrir des opportunités d'entrepreneuriat économique.

Pour cette année 2021 : 5 écoles primaires avec médiathèques seront construites en partenariat avec le ministère de l'enseignement primaire et secondaire et l'assistance technique du génie militaire, 10 forages seront construits en collaboration avec le ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise, et au moins 10 groupements de jeunes et de femmes sur l'ensemble du territoire seront dotés d'équipements et formés pour améliorer le niveau de leurs revenus.

Dans le cadre de l'amélioration de l'état civil, le laboratoire d'accélération des solutions du PNUD a expérimenté avec la commune des Lacs 1 la digitalisation de l'enregistrement des naissances. Cette solution est en phase d'extension dans la commune Ogou 2 dans la région des Plateaux.



Malgré la pandémie du coronavirus, les objectifs de développement durable restent plus jamais notre priorité



Covid-19

LE PNUD ET UNCDF LANCENT LE FONDS D'AIDE D'URGENCE À LA RÉSILIENCE DES ENTREPRISES TOGOLAISES

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en partenariat avec le Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF) va appuyer une cinquantaine de Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) togolaises dans le cadre d'un nouveau projet dénommé "Fonds d'Aide d'Urgence aux Micro, Petites et Moyennes Entreprises au Togo".

Le projet veut aider les MPME togolaises à faire face aux impacts économiques graves engendrés par la pandémie de la covid-19 qui poussent certaines de ces entreprises vers la faillite.

Ce nouveau projet dont la phase pilote sera exécutée sur 6 mois pour un budget d'environ 350 mille Dollars US se veut une réponse partielle aux impacts économiques négatifs de la Covid-19 sur les MPME dont la plupart sont confrontées à des pertes significatives qui menacent leurs activités et leur solvabilité et leurs employés ont la peur au ventre d'une éventuelle perte de revenus ou d'un licenciement.

"Ce projet est une réponse à la crise de la covid-19 que nous vivons tous actuellement. Nous avons mobilisé des ressources propres avec notre partenaire de l'UNCDF et nous avons ensemble construit ce projet qui a trois volets : le renforcement de capacité, le financement et l'appui à la gestion des entreprises", a précisé le Représentant résident adjoint M. Mactar Fall.

Selon une étude de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Togo (CCIT) menée en collaboration avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), l'Université de

Lomé et le PNUD, plus de 92% des entreprises togolaises ont enregistré une baisse de leurs chiffres d'affaires entre février et mars 2020 pour cause de la covid-19.

Le secteur des services est le premier touché à 93,5%, suivi du commerce (92,6%), industrie, mines et BTP (92%) et l'agriculture (87,2%). De même plus de 34% des entreprises du secteur privé, précise l'étude, ont vu leurs chiffres d'affaires baisser de plus de 75%.

Le présent projet portera donc sur les secteurs de tous genres fortement touchés par la pandémie notamment le commerce, le tourisme, les services, l'agriculture, l'industrie.

" Nous espérons avoir des résultats très probants au bout des six prochains mois. Ce qui nous permettra d'aller à une phase beaucoup plus large et mobiliser davantage de ressources pour permettre aux entreprises togolaises de jouer leurs partitions dans le développement de l'économie nationale ", a indiqué M. Fall.

Le financement octroyé est en partie une subvention, fonds non remboursable et l'autre partie sous forme de crédit auprès des institutions financières dans des conditions de remboursement bien souples.

Pour l'exécution du projet, le PNUD et l'UNCDF ont recruté des partenaires nationaux de mise en œuvre. Il s'agit du Cabinet de Gestion de Conseil en Finance et d'informatique (CAGECFI), de la Société Générale de Micro et Méso Finance (SOGEMEF) et de l'Association pour le Promotion de l'Excellence (PRODEV).



Le CAGECFI a pour mission d'aider les MPME à tirer profit des solutions numériques, SOGEMEF s'occupera du volet de renforcement de la résilience et l'accès aux financements et PROEDEV est en charge du renforcement des capacités dans plusieurs domaines avec l'appui du PNUD et de l'UNCDF.

“Nous allons accompagner les entreprises à renforcer leurs capacités entrepreneuriales. Le programme entrepreneurial Cube va intervenir sur ce projet pour aider les entrepreneurs à mieux structurer leurs projets, à acquérir des compétences en matière de gestion des entreprises, à élaborer tout ce qui est documents de comptabilité, à valider le client sur le terrain et à acquérir de l'efficacité en matière entrepreneuriale. L'idée, c'est que le projet puisse augmenter leur productivité et les aider à se relever face à la covid-19. La particularité de notre intervention, c'est que nous aurons directement des animateurs sur le terrain qui vont suivre les projets. Ce n'est pas

une formation théorique, mais plutôt pratique”, a confié Urbain Amoussou directeur exécutif de PROEDEV.

“Nous avons tous senti que la solution digitale pourrait être un canal pour les transactions financières ou non. Nous avons donc été associés à ce projet, afin d'aider les MPME à numériser leurs transactions et évoluer vers des solutions mobiles pour que les transactions puissent se faire même loin de leur siège. Nous avons toujours montré notre expertise au Togo et en Afrique”, a souligné de son côté, Léon Houdjago, président directeur général de CAGECFI.

Suivant un processus transparent, une cinquantaine d'entreprises seront retenues après appel à proposition selon des critères bien définis notamment l'impact de la covid-19 sur l'entreprise, la viabilité de l'entreprise, sa durabilité et les perspectives.





M. Dia (en costume sombre) remet au Gal Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la protection civile un lot des guides de gestion des risques de catastrophes. Il est entouré de ses collègues des Transports et de l'Action sociale.

Atténuation des risques de catastrophes

LE PNUD RENFORCE L'ANPC

Depuis de nombreuses années, le Programme des Nations Unies pour le développement accompagne le Togo à atténuer les risques de catastrophes (RC). Le 3 juin 2021, un important lot de matériels informatiques et de communication ainsi que des guides pratiques de gestion des RC a été remis au gouvernement pour le compte de l'Agence nationale de Protection civile (ANPC).

Ces équipements devront améliorer la qualité des données collectées pour alimenter le système d'alerte précoce en cours de mise en place et couvrir les zones les plus exposées aux inondations dans le pays. Le guide de gestion des risques de catastrophes est destiné à l'usage des acteurs locaux dans le cadre de la décentralisation.

Selon les données, plus de 220 millions de personnes dans le monde ont été affectées par les catastrophes, occasionnant quelques 3000 milliards de dollars de pertes économiques. Devant ce triste tableau, cadre d'action de Sendai pour la réduction des catastrophes 2015-2030 a invité la communauté internationale à traiter la question comme une priorité de développement.

Le PNUD ayant pris la mesure de la question accompagne le gouvernement togolais dans le cadre du projet « renforcement de la résilience des communautés vulnérables face aux changements climatiques et aux catastrophes dans les zones très exposées aux risques ». Ce projet, financé à hauteur d'un milliard quatre-vingts millions cent cinquante mille (1 080 150 000) francs CFA, permet de comprendre les risques de catastrophes et de renforcer la gouvernance de ces risques.

Selon M. Aliou Mamadou Dia, il n'est pas possible d'arrêter les catastrophes et les changements climatiques. Cependant, il est possible d'anticiper les risques et de

réduire leur impact sur le développement socioéconomique. « Pour y parvenir, il est nécessaire d'accroître les actions de prévention et de disposer d'outils performants de planification et de gestion efficaces des situations de crise. Car, une meilleure stratégie d'anticipation repose sur la collecte des données de qualité auprès de tous les acteurs. Ce matériel permettra de collecter les données météorologiques, hydrologiques ainsi que celles permettant de mieux comprendre le contexte socioéconomique des populations exposées à ces risques. Toutes ces données permettront d'alimenter le système d'alerte précoce de nouvelles générations en se basant sur les innovations technologiques actuelles » a-t-il ajouté.

Pour le général Yark Damehame, ministre en charge de la Sécurité et de la protection civile et président de la plateforme nationale de gestion des risques de catastrophes, le matériel offert marque un tournant décisif dans la lutte contre certaines catastrophes. « L'effet des catastrophes est non négligeable sur l'agriculture, le commerce, les transports, les écosystèmes, l'accès aux écoles et aux centres de santé. Ce matériel reste une plus-value qui va permettre aux structures nationales de renforcer leurs capacités pour mieux gérer les risques de catastrophes dans notre pays. Tous les événements liés aux catastrophes seront suivis à la loupe et en temps réel au niveau des antennes de Kpalimé et de Sotouboua », a-t-il dit.

Ce don de matériels vient s'ajouter à d'autres actions du PNUD, notamment la formulation du projet de renforcement de la résilience des ressources en eau au changement climatique pour sa soumission au Fonds vert pour le climat, la révision et la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN), la préparation des communications nationales et des rapports biennaux actualisés sur les changements climatiques, etc.



La maquette du bâtiment devant abriter le laboratoire de télédétection



L'an deux mil vingt-et-un et le mardi 18 mai,
Pr Majesté N. Ihou WATEBA
 Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche,
M. Aliou Mamadou DIA
 Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement du Togo et
Pr Dodji Komla KOKOROKO
 Président de l'Université de Lomé,
 ont posé la première pierre du
 Laboratoire de Télédétection Appliquée et de Géoinformatique
 (LTAG)

Le PNUD offre un Laboratoire de télédétection à l'Université de Lomé

Le PNUD va financer un laboratoire de télédétection appliquée et géoinformatique-LTAG à l'université de Lomé (UL). La stèle devant abriter le bâtiment a été dévoilée ce mercredi 18 mai 2021 par les autorités universitaires et des membres du gouvernement, en présence du représentant résident du PNUD, M. Aliou Mamadou Dia.

Le laboratoire permettra de concevoir de nouvelles approches et des techniques opérationnelles plus performantes pour le suivi de la dynamique environnementale.

'Le PNUD s'emploie à soutenir l'université de Lomé pour valoriser la recherche en sciences appliquées et à définir les grandes orientations de la recherche scientifique et du développement technologique, conformément à la politique nationale', a déclaré M. Dia lors de la présentation des objectifs et missions dévolus à ce laboratoire, le premier du genre que va abriter le Département de Géographie de l'Université de Lomé.

La télédétection, les SIG et la Géoinformatique sont au cœur de développement d'une nation car jouant un rôle majeur dans l'étude, la modélisation et le suivi des phénomènes environnementaux, à des échelles spatiales et temporelles variables, et sur une base objective, exhaustive et permanente.

Ces technologies ouvrent ainsi la voie à la mise en place de systèmes d'alerte précoce, et permettent aux politiques et décideurs de définir des stratégies adéquates dans le cadre d'un développement durable

Le Laboratoire développera des applications de télédétection et de technologies connexes pour les départements ministériels et les agences gouvernementales.

Le Togo a pris une sérieuse option pour la Digitalisation dans sa feuille de route gouvernementale 2025. A travers ce joyau qui sera érigé dans l'enceinte de votre illustre université, le PNUD entend contribuer à cette vision qui fait de l'innovation, du digital et du numérique les leviers du développement du Togo.

Le Département de Géographie de l'Université de Lomé est une unité de formation et de recherche de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines. Il offre des enseignements magistraux de géographie humaine, de géographie physique et des travaux dirigés. Il est chargé d'offrir un bon niveau de culture géographique et de formation à l'enseignement et aux techniques de la gestion des espaces.

Dans le domaine de la Télédétection et des SIG, le département a commencé des enseignements théoriques et pratiques, depuis la rentrée académique 2002, fondés sur l'exploitation de logiciels libres et sous licence (QGIS et Arc GIS).

En investissant dans l'infrastructure et dans les programmes de renforcement des capacités pour soutenir la recherche-développement, l'éducation et l'entrepreneuriat dans les domaines en lien avec les sciences spatiales, le PNUD contribue à la vision Togo 2025. « Un pas vers la création de l'Institut togolais du Futur » a conclu M. Dia dans son adresse aux invités à la cérémonie. Etaient présents, le ministre de l'enseignement supérieur, Prof Majesté Ihou Watéba et son homologue des enseignements primaire, secondaire, techniques et de l'artisanat (également Président de l'Université de Lomé), Professeur Dodji Kokoroko, le Coordonnateur résident du système des Nations Unies, le corps professoral et des étudiants.



**Programme des Nations Unies pour le
développement au Togo**

40, Avenue des Nations Unies

Boîte postale: 911 Lomé Togo

Tél : +228 22 21 20 08/+ 228 22 20 22

Fax : +228 22 21 19 16

E-mail: registry.tg@undp.org

www.tg.undp.org

© PNUD TOGO 2021